



777 UN Plaza, East 44th Street, Suite 6F, New York, NY 10017
 Tél. +1 646 487 0003 Email: viny@vivatinternational.org - www.vivatinternational.org

Le Bulletin VIVAT May - Juillet 2018

Chers Lecteurs, Bienvenue à la 75^{ème} édition du Bulletin VIVAT

Cette édition commence par deux articles de la 17^{ème} Session des Nations unies : le Forum Permanent sur des Questions des Indigènes (UNPFI-117) qui a eu lieu à New York, du 16 au 27 avril 2018 et la participation du VIVAT'S à cette session (pp. 2 - 3). Ensuite, vient l'article du Père Anthony Amissah sur le programme de la nourriture pour pauvres (faible) dans Kayole, la banlieue de Nairobi, au Kenya (pp. 4-5).

Un article de la Sœur Petronella P. Boonen, SSps sur des Ateliers de Justice réparatrice au Brésil se trouvant à la pp. 6 -7. Nous incluons aussi La présentation de la Sœur Olga Sanchez pendant PFII17 sur des Femmes et des Droits fonciers au Brésil qui fait partie de la manifestation parallèle co-organisée par VIVAT International (p. 8).

La réception de la Société Janvikas "que le Leadership d'ONG de Madhya Pradesh Accorde à 2018" fait partie de cette question (pp. 10-11).

Le 25 juin 2018, à la 38^{ème} Session du Conseil de Droits de l'homme, Helen Saldanha, représentant VIVAT International et Franciscans International a délivré une Déclaration Orale Commune sur les Droits des Papous D'ouest (p. 9). Cette question se conclut avec la 8^{ème} partie introduisant les objectifs du développement durable, particulièrement sur l'objectif 7: Assurer l'accès à l'énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous (p. 12).

Nous remercions encore une fois les collaborateurs, les éditeurs et les traducteurs de cette édition.

Conseil d'Administration

Maria Theresia Hörnemann, SSps
 Budi Kleden, SVD
 Eleonora Cichon, SSps
 Gretta Maria Fernandes, SSps
 Daisuke Narui, SVD
 Antonio Neves, CSSp
 Rani Padayattil, ASC

Secrétaire

Daisuke Narui, SVD

Administration Exécutif

Helen R. Saldanha, SSps
 Robert Mirsel, SVD

VIVAT Int'l rep. a Genève

Andrzej Owca, CSSp

Ont contribué a cette édition

John Converset, MCCJ
 Priscilla Burke, SSps

Traducteurs

Gustavo Aguilera, SVD
Espagnol

Pères du cœur sacré (SCJ)
Français

Simone Petra Hanel, SSps
Allemand

Edni Gugelmin, SSps
Portugais

CONTACT

NEW YORK **GENEVA**

+1 646 487 0003 +41 022 796 991

www.vivatinternational.org

DANS CE THÈME:

“Les Droits Collectifs..... p. 2	Declaration orale sur les dorits sur personnes autochtones... p. 9
Les Droits Collectifs des Peuples. p. 3	
Le pouvoir de la nourriture..... p. 4	Inde: Janvikas recois..... p. 10
Brezil: Justice réparatrice..... p. 6	Introduire les Objectifs (8)..... p. 12
Femmes et droits fonciers p. 8	

“LES DROITS COLLECTIFS DES PEUPLES INDIGÈNES AUX TERRES, TERRITOIRES ET RESSOURCES ”

UNPFII Dix-septième Session

La Dix-septième

Session du Forum Permanent de Nations unies sur des Questions des Indigènes a eu lieu dans le Siège social des Nations unies à New York du 16 au 27 avril 2018 sur le thème: "les Droits Collectifs des Peuples Indigènes aux Terres, aux Territoires et aux Ressources." C'était une session annuelle de deux semaines.

La première semaine a été couverte par des réunions plénières ouvertes. Ce programme condensé pendant la première semaine a permis au Forum Permanent de discuter sur tous les principaux articles prévus à l'ordre du jour.

Pendant la deuxième semaine, les membres du Forum ont tenu des réunions informelles avec des représentants des peuples indigènes, les membres des Etats et les Entités des Nations Unies. Le but de ces réunions était de tirer des informations présentées pendant la première semaine et les canaliser en termes de recommandations stratégiques, concentrées et exploitables. Les représentants indigènes, les États membres et les entités de L'ONU qui ont été accréditées pour assister à la session 2018 du Forum Permanent ont été invités à assister à ces réunions. Cette Session des deux semaines s'est clôturée par certaines des recommandations suivantes:

RECOMMANDATIONS:

Les droits aux terres, aux territoires et aux ressources sont au cœur de la lutte des peuples indigènes à travers le monde. Les relations des peuples indigènes à la terre de leurs ancêtres sont la source de leur identité culturelle, spirituelle et sociale, la fondation sur laquelle



Photo: L'ouverture de la session F UNPFII 17, le 16 Avril, 2018.

leurs systèmes de connaissance traditionnelle se sont développés et la pierre angulaire de leur bien-être physique et économique.

1. Le forum invite les Etats à inclure la reconnaissance des droits usuels ou mandat des peuples indigènes à leurs terres et leurs ressources sous l'alinéa 3 de l'objectif 2 du Développement Durable, qui invite à un accès sécurisé et égal à la terre.

2. Le Forum Permanent invite les Etats, en consultation avec les peuples indigènes, à établir des institutions judiciaires nationales ayant pour tâche d'identifier les terres, les eaux, les eaux des côtes et d'autres ressources que le bureau des peuples indigènes a établi la propriété et le droit d'usufruit et de délimiter les terres et les ressources.

3. Le Forum Permanent exprime sa préoccupation sur les peuples indigènes de certains pays africains qui continuent à être victime des violations de leurs droits des terres, des territoires et des ressources. Beaucoup de menaces et obstacles empêchent leur développement social, économique, politique et légal, y compris la discrimination et la marginalisation; le manque de droits à la terre, aux ressources naturelles et productives; le déni de justice et l'impossi-

bilité d'y accéder; les violations des droits culturels, le déni de droits à la reconnaissance légale, à la représentation et à la participation politique; manque d'accès aux services de base; le déni du droit à l'existence et à l'auto-développement; la violence contre les individus et les communautés indigènes, y compris le viol des femmes indigènes; et beaucoup d'autres effets de conflits des terres occasionnés par les projets de développement et de conservation qui ont échoué par manque de prendre en compte les droits et les intérêts des peuples indigènes.

4. Le Forum Permanent demande aux Etats de lui fournir l'information sur les développements par rapport aux droits collectifs des peuples indigènes et des accords constructifs avec les mêmes peuples y compris ce qui suit:

(a) La prise des mesures effectives pour arrêter l'aliénation des territoires des peuples indigènes;

(b) Garantir l'assistance financière et technique aux peuples indigènes afin de dresser les limites de leurs terres communes;

(c) Mettre en pratique le cadre légal et stratégique pour l'enregistrement des titres collectifs;

(d) Adopter une législation nationale avec le consentement libre et vulgarisé des peuples indigènes quand une telle législation implique leurs territoires, leurs terres et leurs ressources.

5. Le Forum Permanent demande à tous les Etats d'inclure les développements en rapport avec les droits des peuples indigènes dans les rapports périodiques au Conseil des Droits Humains sous le mécanisme de revues périodiques.

(Source: UNDOC)

LES DROITS COLLECTIFS DES PEUPLES INDIGENES AUX TERRES, AUX TERRITOIRES ET AUX RESSOURCES

Pendant la 17^{ème} session

du Forum Permanent sur les questions des indigènes (UNPFII) 2018, VIVAT International, en collaboration avec le Comité des ONG sur les droits des peuples indigènes, l'Association de la Présentation Internationale et les Congrégations de Saint Joseph ont organisé, en parallèle, un événement sous le thème: «Les droits collectifs des peuples indigènes aux terres, aux territoires et aux ressources: Perspectives de Peuples Indigènes».



Contexte

L'idée d'organiser cet événement était la conviction que l'identité des peuples indigènes est globalement très enracinée dans leur terre qui, non seulement qu'elle leur offre un environnement pour prospérer, mais les bases pour la survie sociale, politique, économique et culturelle.

La relation des peuples indigènes à la terre et aux ressources de la terre comme un bien sacré offre un modèle de viabilité. Leur héritage culturel, l'identité, les pratiques traditionnelles et le lien à la terre, aux territoires sur lesquels ils vivent sont enracinés dans cette relation. Cependant, beaucoup de jeunes indigènes font face à d'immenses défis comme résultat des effets intergénérationnels, la colonisation, la politique d'assimilation et perpétuelles luttes pour assurer leurs droits et leur identité comme peuples indigènes. Les communautés indigènes, spécialement, les jeunes sont confrontées au choix difficile entre garder leurs racines, terres et liens communautaires dans la communauté indigène et partir pour la poursuite de l'éducation et l'emploi en vue de vivre dignement.

Il a été reconnu que «la terre», «la nature» ou «l'écosystème» contribuent profondément à la santé intégrale et au bien-être. Comme l'affirme Simpson (200): «notre spiritualité, les identités, les langages et les systèmes de gouvernance viennent de la terre.

La substance de notre sagesse, de nos visions du monde, de nos philosophies et de nos valeurs vient de la terre»(Cfr. Simpson, L. (2002). *Indigenous Environmental Education for Cultural Survival*. *Canadian Journal of Environmental Education*, 7, 13–25.). Ainsi, pour les communautés indigènes cette affirmation est fondée en ce sens où elles ont souvent mis en relief le sens du lien avec la terre sur laquelle ils vivent.

mental Education, 7, 13–25.). Ainsi, pour les communautés indigènes cette affirmation est fondée en ce sens où elles ont souvent mis en relief le sens du lien avec la terre sur laquelle ils vivent.

Les droits des Peuples indigènes et les Objectifs du développement durable

La réalisation des objectifs du Développement Durable, spécifiquement les objectifs 1, 2, 4, 5, 10, 13, 15 et 16, est possible seulement à travers l'inclusion et la participation active des communautés indigènes. Cependant, l'accaparement des terres par les entreprises, l'extraction des mines et les politiques gouvernementales visant le développement, le déplacement forcé, viennent souvent comme leur relation avec la terre, gênent leur agence, empêchent leur développement et les laissent vulnérables devant ces puissances qui sont au-dessus de leur contrôle. La Déclaration de L'ONU sur les Droits des Peuples autochtones (UNDRIP) protège les droits des Peuples autochtones. De ce fait, beaucoup de communautés luttent pour maintenir ces droits conformément aux lois nationales. Les droits fonciers Indigènes actuels ne font aucune exception à ceci.

Cet événement parallèle a été proposé en vue de regarder les réalités des peuples indigènes en rapport avec leurs droits de terre à partir de diverses perspectives géographiques et thématiques et de chercher les opportunités pour la collaboration entre les différentes parties prenantes à la lumière de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes, la convention ILO, N° 107, le N° 169 et l'agenda 2030 pour construire la synergie et reconquérir leur agence (organisation).

L'événement a connu la modération de Robert Mirsel de VIVAT International. Cinq intervenants ont pris part:

Richard Chavolla de Kumeyaay, USA, a parlé de la perspective des indigènes des USA; Syreel Sayo des Philippines a parlé de l'identité culturelle et la Jeunesse Indigène ; Hilary Toa de Vanuatu est

intervenue sur les droits des terres et les peuples indigènes: une perspective légale; Olga Sanchez Caro, CMS de Vivat International, sur les femmes et les Droits des indigènes à la terre au

Brésil; Justine Gitanjali Senapathi sur les lois amendées de la terre en Inde et son impact sur les peuples indigènes et Marta Benavides d'El Salvador a parlé de la collaboration, la Gestion de réseau et le Plaidoyer : une perspective spirituelle et juridique (du droit).

Edité par Robert Mirsel



Le pouvoir de la nourriture: Une histoire de nourrir les pauvres au Kenya



Ceci est une histoire de Kayole - une banlieue de Nairobi, au Kenya. Les gens sont très pauvres. Ils étaient affamés. En 2014, la paroisse Divine Word située à Kayole a lancé un programme d'alimentation hebdomadaire pour soutenir les pauvres et les nécessiteux, les anciens et les abandonnés. Au départ, le programme distribuait des paquets de base pour aider les Kayole à sortir de la faim. Le programme a progressivement évolué vers un programme d'alimentation hebdomadaire et mensuel pour les enfants des rues et les personnes âgées, qui vivent tous dans une pauvreté extrême.

Mot divin Les missionnaires sont venus à Kayole en 1990 pour offrir un travail pastoral et social. Tout en fournissant ces services, les missionnaires ont identifié un besoin urgent de services médicaux dans la région de Kayole. Cela a conduit à la création du Centre de santé de la paroisse Divine Word.

En 2014, alors que j'étais pasteur de la paroisse de la Divine Word, j'ai porté mon attention sur les pauvres très affamés et affamés de la région. Je voulais travailler avec eux et trouver un moyen de donner de la dignité à ces personnes qui avaient perdu tout espoir et avaient besoin du soutien de la société. En offrant de la nourriture, nous leur donnons les moyens de savoir que tout n'est pas perdu.

Les Kayole ont une population d'environ 600 000 habitants et un grand nombre d'entre eux sont pauvres. Beaucoup sont au chômage. Kayole est presque entourée de bidonvilles - Soweto, Matopeni, Spring Valley et Gatwikira - chacune située à moins d'un kilomètre de la

paroisse de la Divine Word.

Notre programme vise à nourrir les pauvres chaque week-end. Des paquets de nourriture sont distribués chaque samedi dans l'enceinte de l'église. Un samedi par mois, nous préparons également un repas pour 180 personnes. Le but du programme d'alimentation est de veiller à ce que ceux que nous servons ne dépendent pas uniquement de l'aide de l'église. Il s'agit d'un programme à long terme visant à aider les bénéficiaires à apprendre les moyens de se maintenir dans les années à venir.

L'âge des participants à notre programme varie de 6 à 98 ans. La plupart des adultes du programme sont des mères célibataires. Sur les 44 personnes âgées, seules deux sont des hommes. Plus de 149 enfants sont des orphelins affamés et sans abri vivant dans la rue.

Beaucoup de personnes que nous voyons ont des maladies physiques: maux de tête, maux d'estomac, problèmes de poitrine, crampes musculaires et faiblesse générale. Un nombre significatif souffrent de maladies chroniques telles que les maladies cardiaques et le VIH / SIDA. Malheureusement, nous n'avons pas les moyens de répondre à tous ces besoins médicaux, mais nous visons à fournir des régimes alimentaires sains et équilibrés.

Nous avons un travailleur social qui effectue des visites à domicile pour ceux qui ont un foyer. Ces visites nous ont appris que la plupart de ces maisons
(continué à la page 5....)



Le pouvoir de la nourriture (.....suite de la page 4)



Les paquets de nourriture, 180 au total, sont distribués chaque samedi matin. Les participants viennent des rues à l'enceinte de l'église. Ils sont en sécurité ici et ils se sentent aimés et désirés. Les paquets sont distribués par le travailleur social de la paroisse, qui connaît bien les gens.

Le samedi de l'alimentation commune,

sont à peine qualifiées de refuges. Les maisons sont des maisons subventionnées faites de cartons avec des toits et des premiers étages qui fuient, avec des vieux et des jeunes qui dorment sur de vieux chiffons.

Au fil des ans, notre programme d'alimentation a été confronté à de grands défis, avec souvent assez de nourriture pour nourrir tous ceux qui viennent. Nous recevons beaucoup d'aide au sein de notre communauté catholique. Nous ramassons de la nourriture pour le programme chaque dimanche pendant la messe. À la messe, le prêtre annonce nos besoins et le dimanche suivant, nos paroissiens apportent des dons de nourriture pendant l'offrande.

Entre 160 et 180 enfants des rues et familles sans abri viendront manger dans le cadre du programme d'alimentation. En dollars américains, le coût de notre programme se situe entre 1 200 et 1 500 dollars par semaine.

Le repas est servi à midi. La nourriture est préparée par un volontaire de l'église. Certains jeunes de la paroisse abandonnent leur temps pour laver la vaisselle après le repas. Avant le repas, ces jeunes sortent dans la rue pour inviter ceux qui en ont besoin dans l'enceinte de l'église. Tous ceux qui ont faim sont les bienvenus, quelle que soit leur religion. Pendant le repas, les jeunes de notre paroisse discutent avec eux et les encouragent à quitter la rue et à éviter la drogue.

Comme nous prenons soin des mères sans emploi, des enfants des rues et des personnes âgées négligées, notre programme d'alimentation est devenu une mission de sauvetage pour les jeunes et les personnes âgées. En plus d'offrir de la nourriture aux affamés, le programme offre aux enfants un refuge contre la vie dans les rues.

J'espère que, avec le temps, nous pourrions déplacer ces enfants d'une vie dans la rue à une place dans notre école primaire où nous pourrions les aider à s'intégrer à nouveau dans la société. Notre programme prend également en charge les personnes âgées qui ont été abandonnées par leur famille et qui sont

mortes de faim. Notre objectif est de réduire le taux de mortalité de ces personnes désespérées. Tout cela est un défi de taille, mais possible avec l'aide des bonnes personnes de notre paroisse et des autres personnes de bonne volonté.



*Par le Père Anthony
Amissah, SVD
VIVAT International
Kenya*

(Republié avec l'autorisation de DIVINE WORD MISSIONARIES MAGAZINE)

Brazil: Justice réparatrice en prison, une étincelle de lumière dans l'obscurité

Au cours des dernières années, dans de nombreux endroits au Brésil, des semences de justice réparatrice, sous forme d'ateliers de formation, ont été organisées dans les communautés religieuses, les organisations non gouvernementales, les services municipaux, les écoles et les centres éducatifs pour enfants et jeunes. Ces semences de pardon et de justice réparatrice sont également diffusées dans de nombreuses prisons de cet immense pays. Dans ce bref article, j'ai l'intention de présenter ce que la justice réparatrice est pour nous et comment nous travaillons sur ce sujet dans différentes prisons, en particulier avec des hommes privés de liberté. Je ne parle plus de « nous » quand je fais référence au Centre pour les droits de l'homme et l'éducation populaire de São Paulo (CDHEP), l'ONG à l'origine de ce travail. Outre les éducateurs du CDHEP, d'autres agents du ministère catholique des prisons et des sœurs missionnaires du Saint-Esprit dispensent une formation aux prisonniers, en particulier dans l'État de São Paulo.

Qu'est-ce que la justice réparatrice?

La justice réparatrice concerne la gestion des conflits dans laquelle un facilitateur aide les parties prenantes à engager une procédure de dialogue capable de transformer une relation marquée par l'opposition et la violence en une relation de coopération. Le processus a pour objectifs la prise de responsabilité, la réparation des dommages, la restauration des liens interpersonnels et communautaires et la prévention des violences futures. Outre les personnes directement impliquées (par exemple la victime et le délinquant), la présence de membres de la famille ou d'autres personnes importantes pour eux est importante, car l'accent est mis sur le rétablissement de la relation plutôt que sur l'infliction d'une peine.

La justice rétributive entrave la possi-



contribuer activement au niveau sociétal au renforcement des relations communautaires.

La situation carcérale

Le Brésil se classe au quatrième rang mondial des prisonniers, dépassé seulement par les États-Unis, la Chine et la Russie. Le total de 700 000 prisonniers signifie 303 pour 100 000 habitants, avec une forte augmentation au cours des deux dernières décennies. Dans le même temps, le Brésil enregistre une récurrence atteignant 70%. Les conditions à l'intérieur des prisons sont des cellules catastrophiques et surpeuplées, sans assistance juridique et sociale. Il est courant que les prisonniers soient confinés dans leurs cellules 22 heures par jour. Comme il n'y a pratiquement pas de possibilités professionnelles, ils ne quittent la cellule que pendant deux heures pour se rendre à la prison. Toutes les activités quotidiennes se déroulent dans l'enceinte d'une unité de quelques mètres carrés, partagée avec tant d'autres détenus.

Espoir réparateur dans la marginalisation extrême

Depuis 2005, l'équipe d'éducateurs du

bilité pour les parties prenantes, après un incident indésirable, de s'approprier ce qui s'est passé et d'en tirer un avantage subjectif et de

CDHEP, en dialogue avec des institutions en Colombie, aux États-Unis et en Europe, développe et améliore la méthodologie et le contenu de liés à la justice réparatrice. Le point de départ était l'Atelier sur le pardon et la réconciliation (ESPERE) développé par la Fondation pour la réconciliation¹ à Bogotá. Le CDHEP a adapté le processus de formation concernant la transformation des conflits, la prévention et la lutte contre la violence, les compétences émotionnelles, le pardon, l'augmentation de la connaissance de soi et des outils de communication non violente. Le chemin formatif est illustré dans le diagramme² que nous appelons le Cercle de la violence et de la réconciliation.

Le processus est axé sur la modification des attitudes. Au lieu de réprimer, contenir ou déprécier la douleur, nous

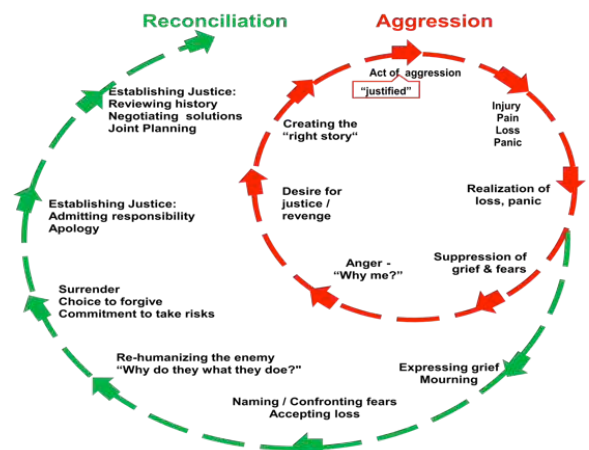


Diagramme 2: Cercle de la violence et de la réconciliation

leur offrons les possibilités de l'ouvrir et, en quelque sorte, de l'accueillir. Afin d'élargir la compréhension des préjudices que cette violation leur a causés, nous introduisons les thèmes de la sociabilité, du sens de la vie et de la sécurité personnelle, et nous demandons: Pour certains, pas pour tous,

((continué à la page 7...))

Justice réparatrice en prison.....

(.....suite de la page 6)

il est progressivement possible de reconnaître, d'admettre et de nommer le caractère pernicieux de cet incident.

Une fois acceptée la réalité du mécanisme de reproduction de la violence dans sa propre vie et dans son histoire, la possibilité de comprendre et d'interrompre ce même cycle s'ouvre. En ce moment, l'atelier arrive à un point de déplacement: de moi en tant que victime, je me perçois comme le délinquant.

En regardant le cercle de réconciliation, le détenu doit maintenant se soumettre à sa propre histoire, entremêlée avec la ré-humanisation de celui qu'il a offensé, attaqué ou violé et qui, de ce fait, est devenu un ennemi. Du point de vue de la personne emprisonnée, la ré-humanisation peut également se référer à la personne qui a porté plainte contre lui, en commençant par le renvoi au système pénal. En s'exercant à se mettre à la place de l'autre et en approfondissant le sens de la justice et de la responsabilité, il arrive quelque chose qu'ils reconnaissent que l'action de quelqu'un leur a fait mal. Le chemin parcouru jusqu'à présent leur permet progressivement d'accepter, ou du moins de nier catégoriquement leur responsabilité personnelle pour cet acte, et de renoncer à blâmer les autres, à blâmer l'histoire ou le contexte.

Si l'atelier est donné dans un cadre religieux, c'est une occasion propice de se souvenir de l'amour infini de Dieu pour chaque personne. Indépendamment de

ce qui s'est passé - en tant que victime des actes d'autrui ou d'agresseur, tout le monde est absolument assuré de cet amour. Le pardon de soi retrouve son importance, non pas comme une connaissance abstraite, mais comme une condition d'acceptation de soi, après avoir affronté ses propres facettes et comportements, peu reconnus ou niés catégoriquement jusque-là. Pour des raisons de sécurité, en dehors du cadre sûr d'un atelier, il ne serait pas possible de penser à vous-même en tant qu'agresseur, et encore moins de nommer ces situations. Il est fréquent d'entendre les détenus dire que les ateliers leur font penser à des choses jusqu'à présent impossibles à envisager ou à admettre. Certains confient qu'ils n'ont

jamais été capables de se mettre à la place de la victime et de penser jusqu'à la fin aux conséquences de leurs actes. D'autres, à ce stade du processus formatif, peuvent déjà avoir l'intuition et, d'une certaine manière, ac-

cepter les raisons de celui qui a porté plainte contre eux.

L'exploration de l'expérience de victime, l'expression de la douleur, la nécessité de se pardonner, de se mettre à la place de la victime et d'accepter le fait d'être délinquant sont autant d'étapes préparant l'introduction du thème de la justice réparatrice. Comme indiqué au début, il s'agit d'un processus visant à réparer le préjudice et à rétablir les liens interpersonnels et

communautaires. Étant donné que ces hommes ont non seulement écouté une introduction théorique, mais ont également vécu toutes les étapes du parcours, la majorité considère comme une découverte encourageante la possibilité d'une justice qui rétablisse les liens et répare les dommages. Restaurer les relations est pour tout le monde?

Après avoir terminé les différents ateliers avec les prisonniers, nous avons fait une enquête. Nous avons cherché à savoir combien de détenus ayant terminé l'atelier seraient prêts à engager un processus de restauration avec leurs victimes, à exprimer ce qui s'est réellement passé et à chercher une restauration. Nous avons expliqué que cette possibilité n'existe pas encore dans le droit pénal brésilien. Sur les 53 questionnaires retournés, 73% ont déclaré vouloir participer à ce type de processus avec leurs victimes. Le grand nombre nous a surpris et nous a encouragés à continuer à chercher des voies pour que justice et paix puissent prendre forme à partir du lieu d'exclusion par excellence - la prison. Mais pour que cela se produise, la communauté autour des prisonniers et de leurs victimes doit s'engager dans le processus.

La justice réparatrice dans un environnement aussi hostile que la prison met en évidence la possibilité d'éveiller le transcendant dans chaque être humain. C'est une étincelle de lumière dans l'obscurité et l'anonymat qui peut déclencher l'inattendu.

*Sr Petronella Maria Boonen, SSps
VIVAT Brésil*



FEMMES ET DROITS FONCIERS AU BRÉSIL

Je m'appelle Olga Sanchez Caro. Je viens de Chihuahua au Mexique. Mes racines sont indigènes... La menace que nos peuples ont est réelle dans ma propre région. En plus des grandes sociétés minières et de l'Etat qui enlève des terres au peuple Raramuri il y a le crime organisé. Cependant dans cette présentation je parlerai de mon expérience au Brésil. J'ai accompagné les Tupinikim et les Guarani dans leur lutte pour la terre contre une entreprise transnationale avec une plantation d'eucalyptus à grande échelle. J'ai également assisté à la lutte des peuples Tenharin et Parintintin en Amazonie pour préserver leurs terres contre les prospecteurs miniers et aurifères qui polluent leurs cours d'eau avec du mercure des bûcherons et des éleveurs qui brûlent des parcelles pour planter de l'herbe. La désertification dans les deux régions est une menace. Ainsi pour les femmes, les droits fonciers deviennent ainsi comme une bataille entre fertilité et aridité.

La question de la terre a eu des impacts environnementaux sur la vie quotidienne des femmes autochtones. Les rivières qui ont joué un rôle essentiel dans la vie des peuples autochtones d'où les femmes ont un espace traditionnel de socialisation ont pratiquement disparu à cause de la plantation d'eucalyptus et de l'exploitation minière. Ces rivières et forêts se perdent graduellement. Ces lieux sacrés deviennent un désert.

En outre les femmes chargées de veiller à la santé de leurs enfants rencontrent des difficultés pour faire face aux maladies de leur famille car les plantes médicinales sont désormais plus rares. Malheureusement cette situation fait que ces dernières, autochtones recherchent des médicaments conventionnels chose qu'elles n'avaient pas l'habitude de faire.

Un autre impact environnemental concerne la production artisanale à partir de matières premières. Elles rencontrent diverses difficultés pour trouver le matériel dans la forêt. La Terre-Mère qui a nourri et soigné ses enfants devient infertile avec l'utilisation de produits chimiques et de pesticides. Les femmes autochtones se sentent profondément liées à la douleur de la terre car pour elles la forêt l'eau et la terre sont des femmes.

Les mêmes personnes qui provoquent des changements environnementaux, qui ont violé et "abusé" les terres indigènes en les exploitant, les bradant ou les contaminant sont les mêmes personnes qui violent des femmes autochtones en raison de problèmes fonciers dans



certaines régions du Brésil. Le viol est une stratégie visant à créer une terreur psychologique dans la communauté afin d'obtenir les terres indigènes. Ce « viol » doit aussi avoir le contrôle de la production car cela est essentiel pour détruire un peuple et sa culture.

Les femmes défendent donc leur terre et leur territoire. Elles défendent leur identité, leurs rôles de femmes et de mères dans leur société. Quand il n'y a pas de terre, leurs rôles changent. Les hommes ne trouvent pas de travail et les femmes

deviennent les soutiens de famille. Elles cherchent du travail en dehors des villages ; une situation qui les force à abandonner très tôt l'allaitement de leurs enfants ou à les laisser avec d'autres pendant qu'elles sont encore en bas âge. Dans certains, cas le manque d'emploi contribue à augmenter la consommation d'alcool chez les hommes et peut être un facteur de violence domestique.

Mais parallèlement à la tragédie de la violence et du génocide subie par ces femmes, Le Brésil et moi-même avons été témoins d'une histoire remarquable de résistance. Cet élément est essentiel pour lutter aux alternatives du capitalisme et du colonialisme. Ces éléments exigent une transformation vers un système qui ne profite pas aux femmes autochtones. Elles résistent parce qu'ils veulent la vie pour toute la planète.

J'ai été témoin de la manière dont les femmes ont joué un rôle clé dans l'organisation sociale et économique. Il existe des groupes de femmes dans certains villages et ils ont contribué à équilibrer l'économie domestique dans les familles puisque ces groupes ont bénéficié de projets économiques. Lorsque beaucoup d'hommes étaient impliqués dans la lutte et ne pouvaient pas contribuer suffisamment à leurs familles, les femmes constituaient le pilier de la subsistance des villages. Grâce à cette organisation, elles ont également bien résisté.

Si les femmes ont des droits plus sûrs sur leurs terres, les chances qu'elles soient capables de produire de manière durable seront beaucoup plus élevées et par conséquent les familles auront des relations plus saines avec moins de craintes face à l'avenir. La délimitation des terres au Brésil garantit une restructuration des communautés autochtones et constitue un facteur essentiel pour mettre fin à la violence contre les femmes autochtones.

*Olga Sanchez Caro, CMS
VIVAT USA*

DECLARATION ORALE SUR LES DROITS DES PERSONNES AUTOCHTONES EN PAPOUASIE OCCIDENTALE

Helen Saldanha a participé à la 38ème session du Conseil des droits de l'homme qui s'est tenue à Genève du 16 au 29 juin 2018. Au cours de ces deux semaines elle a rejoint le bureau de Genève de VIVAT International et Franciscains International pour réfléchir sur les problèmes de droits humains provenant des facteurs terriens.

Le 25 juin 2018 Helen représentante de VIVAT International et en collaboration avec Franciscains International a prononcé une déclaration orale commune à la 38ème session ordinaire du Conseil des droits de l'homme à Genève sur la question des violations des droits humains en Papouasie occidentale en Indonésie. Les deux organisations ont rappelé au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, qu'au cours du 3ème cycle de l'EPU en 2017 le gouvernement indonésien s'était engagé à traiter la situation des droits de l'homme en Papouasie occidentale.

Les deux organisations ont exprimé leur préoccupation quant au fait que malgré cet engagement le gouvernement indonésien n'a pas mis en œuvre la recommandation. L'un des cas symboliques connu sous le nom de « Sang de Wasior » était une violation flagrante des droits de l'homme commise par des membres des forces de sécurité indonésiennes entre avril et octobre 2001 à Wasior en Papouasie occidentale. La police et l'armée indonésiennes ont lancé

une opération appelée "Operasi Tuntas Matoa", le conflit entre les Papous de l'Ouest et les sociétés d'exploitation forestière. Selon le rapport de la Commission indonésienne des droits de l'homme des violations des droits de l'homme ont été signalées: 4 cas de meurtres 39 cas de torture dont un cas de mort en détention 1 viol et 5 disparitions forcées.

Selon l'article 9 de la loi indonésienne 26/2000 sur les tribunaux des droits de l'homme le Sang de Wasior de 2001 remplit les critères d'une violation flagrante des droits de l'homme. Cependant 17 ans après l'incident, le Gouvernement indonésien n'a toujours pas manifesté d'engagement concret pour régler l'affaire et traduire les responsables en justice.



Par conséquent VIVAT International et Franciscains International ont exhorté le gouvernement indonésien à:

1. Porter l'affaire Bloody Wasior de 2001 devant les tribunaux des droits de l'homme;
2. Réhabiliter et rétablir les droits des victimes et de leurs familles conformément à la loi indonésienne.

Inde: Janvikas reçoit «Madhya Pradesh NGO prix de leadership 2018»

La société Janvikas reçoit « Madhya Pradesh NGO prix de Leadership 2018 » le 1^{er} Juin 2018 à l'hôtel Pride et Convention Centre, Indore, Madhya Pradesh, Inde.

Père Roy, le directeur de Janvikas reçoit le prix pendant la fonction. Elle a été organisée par le Dr. R. L Bhatia, fondateur, World CSR Day et World Sustainability Fondation.

Le prix fut en reconnaissance de la contribution que le NGO a fait en autonomiser les marginalisés en particulier les ramasseurs de déchets et les domestiques dans les villes d'Indore et de Bhopal dans l'état de Madhya Pradesh. Janvikas prend l'initiative d'organiser et collaborer avec différentes NGO pour répondre divers questions sociales dans la ville par « l'Alliance du NGOs ».

C'est le cinquième prix que la société de Janvikas reçoit pendant le dernier 17 années de sa existence à Indore. Janvikas (signifie « développement de peuple) fut fondée en 2001 comme une initiative de la société du Divine Word, Province (INC) Centré Inde.

Ministère parmi les chiffonniers

Avec une population de 3,27 millions d'habitants, Indore est la ville industrielle la plus peuplée du Madhya Pradesh, avec une part considérable de la population vivant dans les 599 bidonvilles notifiés. La ville Indore génère chaque jour plus de 1000 tonnes de déchets, dont 20% sont collectés et gérés par des chiffonniers. Indore compte plus de 5000 ramasseurs de chiffons, dont la plupart sont des femmes qui vivent des déchets ramassés dans la rue pour gagner leur vie. La plupart des femmes sont initiées au travail à un jeune âge par leurs familles ou leurs voisins et se transforment progressivement en travailleuses indépendantes lorsqu'elles deviennent plus âgées.



Après avoir collecté les déchets, ils les séparent en différentes catégories et les vendent au grossiste local ou externe et reviennent chez eux (maison) le soir. Tout au long de la journée, ils portent une charge de 20 à 40 kg sur leur dos et parcourent jusqu'à 15 km en ville. Ce dur labeur leur permet de gagner 50 à 70 roupies (1 euro) par jour en situation normale.

Les chiffonniers qui sont le véritable environnementaliste ne sont jamais respectés par la société. Personne ne réalise leur contribution à la construction d'une ville propre et hygiénique. Ils font face à des dangers dans leur travail, à la fois physiquement et émotionnellement. Ils ne portent aucun équipement de protection lorsqu'ils effectuent tout ce travail dangereux. Ils travaillent dans la crasse, les poubelles et les dépotoirs du matin au soir, mais en retour, ils sont reconnus comme des voleurs. Personne n'essaie de comprendre leur situation critique.

L'exposition continue aux ordures entraîne diverses maladies. Même les besoins de base tels que masques de visage, gants, bâtons et bottes ne sont pas disponibles pour les travailleurs qui exercent une profession extrêmement périlleuse. De plus, les membres du public les harcèlent régulièrement. Ils ne disposent pas d'un abri approprié ni d'un accès aux commodités de base. Ce service transporte une charge de 20 à 40 kg sur le dos et parcourt jusqu'à 15 km en ville.

Le service de ce grand secteur informel envers la société est toujours resté inaperçu.

Formation de la société coopérative des femmes cueilleuses de chiffon:

Afin d'inculquer l'habitude de sauver et de les organiser en groupe, une société coopérative de crédit (société coopérative Sarvodaya Sramik Mahila) a été formée avec 50 femmes en 2004, avec des femmes elles-mêmes en tant que responsables comme les membres du bureau. L'activité principale de la coopérative est le micro financement. Aujourd'hui (en 2018), la coopérative compte 2500 membres féminins. La société coopérative est devenue une source de soutien pour que ces femmes puissent faire face à leurs dépenses en médicaments, en éducation des enfants, en mariage, en achat de véhicules, en démarrage d'une petite entreprise, etc.

Groupes d'auto-assistance:

Outre la société coopérative, les femmes sont organisées par les groupes d'auto-assistance (SHGs) composés de 12 à 20 membres pour chaque groupe. Les groupes d'entraide offrent aux femmes une plate-forme pour se réunir afin de

(continué à la page 11...)

Janvikas reçoit «Madhya Pradesh.... (.....suite de la page 10)

discuter de leurs problèmes, se soutenir mutuellement et promouvoir également l'épargne de leur revenu à petite échelle. Il existe 50 groupes de ce type comptant plus de 1000 femmes.

Organisations de la Société Civile (CSOs):

Les Organisations de la Société Civile regroupent à la fois des femmes et des



hommes des bidonvilles qui forment un groupe qui en fait des citoyens responsables, qui discutent de leurs problèmes locaux et tentent de résoudre le problème en établissant un réseau avec des agences gouvernementales.

Les CSOs abordent également des questions relatives aux droits de l'homme lorsque leurs droits sont niés ou violés en tant que citoyens du pays

Centres scolaires de bridge:

Janvikas gère des centres de formation scolaire (les centres informel de l'éducation) dans 18 bidonvilles qui fournissent une éducation de base à plus de 400 enfants abandonnés ou qui travaillent qui sont essentiellement des enfants de chiffonniers. Ces enfants reçoivent une éducation de base en fonction de leur âge et sont admis dans les écoles

privées ou publiques à proximité pour poursuivre leurs études. Environ 100 de ces enfants sont intégrés chaque année.

Clubs de jeunesse:

Les jeunes sont les couches les plus vulnérables de la société, en particulier dans les bidonvilles, qui ont besoin d'une assistance et de conseils constants à l'âge de leur adolescence. Janvikas organise des jeunes dans les bidonvilles et crée des clubs de jeunes pour en faire des citoyens responsables du changement social. Dans les clubs de jeunes, les membres reçoivent une formation en leadership, une orientation professionnelle, le développement des compétences de communication, etc.

Les membres du club se réunissent chaque mois pour débattre des problèmes des jeunes et aborder les problèmes de chaque bidonville et tenter de les résoudre. Les jeunes organisent des camps de dépistage gratuits pour les personnes âgées, plantent des arbres lors de la Journée mondiale de l'environnement, célèbrent la Journée mondiale du AIDS, etc.

Ministère de guérison

Les femmes et les enfants des bidonvilles engagés dans le chiffonnage sont exposés à des situations dangereuses, car ils traitent avec toutes sortes de déchets (plastique, papier, métal, verre, etc.). Ils sont également confrontés au problème de la non-accessibilité aux installations médicales et sont incapables de payer les traitements médicaux coûteux. Janvikas fournit une assistance médicale à ces

personnes vivant dans les bidonvilles par le biais de camps médicaux réguliers avec l'aide d'un médecin professionnel et des médicaments sont fournis gratuitement.

Programme de formation professionnelle

Le chômage est l'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés les habitants de la ville d'Indore. Afin de doter les femmes et les jeunes de compétences supplémentaires en vue de leur trouver un emploi, Janvikas a lancé plusieurs programmes de formation professionnelle, notamment des formations en couture et broderie, conduite, anglais parlé, soudage, charpenterie, cours d'assistante esthéticienne, assistante électricienne etc. Les femmes et les jeunes formés créent leur propre entreprise ou ont un emploi. Plus de 500 étudiants sont formés chaque année à Janvikas.

Le rôle de Janvikas est donc de faciliter ce processus d'autonomisation des récupérateurs de déchets, des travailleuses domestiques et d'autres travailleurs non organisés, des jeunes et des enfants. Le processus d'autonomisation de ces femmes et de ces enfants, qui sont les derniers, les moins et les perdus de la société, se poursuit pour leur permettre de mener une vie digne et d'être autonomes.

*Père Roy Thomas SVD,
Directeur, Société Janvikas,
Ashram Campus, Palda, Indore/
VIVAT India.*

INTRODUISANT DES OBJECTIFS DE D'VELOPPEMENT DURABLE

(PARTIE 8)



SDG 7: Garantir à tous l'accès à l'énergie abordable, fiable durable et moderne.

Assurer l'accès universel à une électricité abordable d'ici 2030 signifie investir dans des sources d'énergie propres telles que l'énergie solaire éolienne et thermique. [...] L'élargissement des infrastructures et la mise à niveau de la technologie pour fournir de l'énergie propre dans tous les pays en développement sont des objectifs cruciaux qui peuvent à la fois encourager la croissance et aider l'environnement.

CIBLES ET INDICATEURS

7.1 Assurer un accès universel à des services énergétiques abordables fiables et modernes.

Indicateur 7.1.1: Pourcentage de la population ayant accès à l'électricité

Indicateur 7.1.2: Proportion de la population dépendant principalement des carburants et technologies propres D'ici 2030 augmenter considérablement la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial.

Indicateur 7.2.1: Part de l'énergie renouvelable dans la consommation totale d'énergie finale

7.3. Le double du taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Indicateur 7.3.1: Intensité énergétique mesurée en termes d'énergie primaire et de PIB

7.a. Renforcer la coopération internationale pour faciliter l'accès à la recherche et à la technologie énergétiques propres, y compris les énergies renouvelables; l'efficacité énergétique et les technologies de pointe utilisant des combustibles fossiles et promouvoir les investissements dans les infrastructures énergétiques et les technologies énergétiques propres.

Indicateur 7.a.1: Montant mobilisé de dollars des Etats-Unis par an à compter de 2020 responsable de l'engagement de 100 milliards de dollars

7.b. Développer les infrastructures et moderniser la technologie pour fournir des services énergétiques modernes et durables à tous les pays en développement en particulier les pays les moins avancés les petits Etats insulaires en développement et les pays en développement sans littoral conformément à leurs programmes respectifs.

Indicateur 7.b.1: Investissements dans l'efficacité énergétique en pourcentage du PIB et montant de l'investissement étranger direct dans les transferts financiers d'infrastructure et de technologie aux services de développement durable.

PROGRES EN 2017

Au niveau mondial 85,3 % de la population avait accès à l'électricité en 2014 soit une augmentation de seulement 0,3 %. Point de pourcentage depuis 2012. Cela signifie que 1.6 milliard de personnes essentiellement rurales fonctionnent encore sans électricité en Afrique saharienne.

L'accès aux carburants et aux technologies propres pour la cuisine a grimpé à 57.4 en 2014 contre 56.5 en 2012. Plus de 3 milliards de personnes en majorité en Asie et en Afrique subsaharienne continuent de cuisiner sans carburant propre et technologies plus efficaces.

La part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie a légèrement augmenté entre 2012 et 2014 passant de 17.9 à 18.3. La majeure partie de l'augmentation provient de l'électricité renouvelable provenant de l'eau de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne. L'énergie solaire et éolienne représente encore une part relativement faible de la consommation d'énergie malgré leur croissance rapide ces dernières années. Le défi consiste à accroître la part des énergies renouvelables dans les secteurs du chauffage et du transport qui représentent ensemble 80% de la consommation énergétique mondiale.

De 2012 à 2014 les trois quarts des 20 plus grands pays consommateurs d'énergie au monde ont réduit leur intensité énergétique soit le ratio de l'énergie utilisée par unité de PIB. Cette réduction est principalement due à une plus grande efficacité dans les secteurs de l'industrie et des transports. Cependant ces progrès ne sont toujours pas suffisants pour atteindre l'objectif de doubler le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Source : Rapport du Secrétaire général. Progrès vers les objectifs de développement durable. E / 2017/66.

LES EVENEMENTS A VENIR

° **3 - 12 septembre:** Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille vingt-neuvième session

° **5 - 7 Septembre:** Conférence des achats parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption neuvième réunion ; Vienne

° **17 septembre - 5 Octobre:** Comité des droits de l'enfant soixante-dix-neuvième session ; Genève

° **18 septembre - Décembre:** Assemblée générale des Nations Unies soixante-treizième session ; New York

Calendrier de L'ONU de Jours Internationaux:

19-25 Septembre: Semaine internationale des sourds

28 Septembre: Journée internationale de l'accès universel à l'information

5 Octobre: Journée mondiale de l'habitat

8 Octobre: Journée mondiale de la vue

10 Octobre: Journée mondiale de la santé mentale

17 Octobre: Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

31 Octobre: Journée mondiale des villes